

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

A Travers Nos Régions

LIBREVILLE: LE PSD AU CHEVET DES FAMILLES MUSULMANES DU 4E ARRONDISSEMENT



C'ESt avec les mains chargées de plusieurs lots de vivres qu'une délégation du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) de Me Séraphin Ndaot Rembogo, s'est rendue le 6 avril dernier au chevet de nombreuses familles musulmanes démunies. C'était pour leur exprimer la solidarité de leur formation politique en ce mois de jeûne du Ramadan. Un énième geste du leader du PDS, Me Ndaot Rembogo, qui a choisi cette année de soulager une quarantaine de familles musulmanes du 4e arrondissement de Libreville, des quartiers Nombakélé et à Akébé-Apostrophe. "Cette œuvre de bienfaisance dénommée Panier du Ramadan, est une façon pour le président de notre formation politique, M. Séraphin Ndaot Rembogo, de manifester son soutien à toutes ses familles musulmanes qui sont en plein jeûne. Cela est conforme à la ligne directrice du PDS dans son volet social", a souligné Claude Wolbert Sino, coordonnateur du PDS pour la commune de Libreville. Le geste a été fortement salué par les heureux bénéficiaires.

TCHIBANGA-MOABI : LE PONT SUR LA MOUGALABA, UN DANGER POUR LES USAGERS



CONSTRUIT depuis plusieurs décennies, le pont sur la rivière Mougalaba, entre Tchibanga et le district de Murindi (route Moabi), est devenu un danger permanent pour les usagers. La structure longue de plusieurs mètres, réalisée en bois, accuse désormais le poids des ans. En plus d'être abandonnée à son triste sort. Aujourd'hui plus qu'hier, il faut faire preuve de courage au moment de tenter la traversée en voiture. Les traverses sont pourries dès l'entame du pont. Les longrines en bois divers, qui servent de support ne sont plus assez solides ou fiables pour résister au poids et aux secousses incessants des véhicules. Les populations locales n'ont cessé d'attirer l'attention des autorités locales sur les risques encourus. Mais aucune solution n'a encore été apportée à cette problématique qui préoccupe plus d'un. Entendu que l'effondrement de ce pont sur l'unique voie qui relie les villes de Tchibanga et de Moabi, viendrait à isoler les populations de ces deux localités.

CNB & BAACK

Franceville: près de 2500 apatrides enregistrés en un mois

Nadège ONTOUNOU Franceville/Gabon

ANCÉE le 7 mars 2022 à Franceville, la mission de régularisation des personnes apatrides dans le Haut-Ogooué, dirigée par Safi Wivine Moubelet-Boubeya, conseiller spécial du président de République, se poursuit. Et a largement dépassé le quota de 2 000 cas à régulariser. En effet, en un mois, ce sont 2412 personnes apatrides (enfants et adultes), qui ont déjà été recensées dans le Haut-Ogooué.

Pour mener à bien cette opération spéciale, des guichets uniques ont été implantés au gouvernorat de Franceville et dans les villes de Moanda, d'Akiéni et d'Okondja, avec des points focaux et relais à Leconi, Bakoumba, Aboumi, Bongoville, Onga, Boumango et Lekabi. À Franceville, 1 172 dossiers complets ont été remis au président du tribunal par le conseiller spécial du président de la République,



Remise du registre des personnes apatrides recensées en un mois dans le Haut-Ogooué.

Mme Moubelet-Boubeya, pour l'établissement des jugements supplétifs. Le guichet unique de Moanda a enregistré, pour sa part, 550 dossiers.

"Le chef de l'État tient à mettre fin à ce problème d'apatrides. Ainsi a-t-il exigé que les familles touchées par ce phénomène ne déboursent rien. De la légalisation des documents, à la production du certificat d'âge apparent, ou encore de l'établissement du jugement supplétif à sa transcription en acte de naissance, l'apatride ne paie rien du tout. Tout est pris en charge par la présidence de la République. C'est une question de justice sociale... ", a souligné Mme la conseillère. Les guichets uniques sont composés des ministères de l'Intérieur, Justice, Santé et Affaires sociales pour faciliter les procédures de traitement de dossiers.

Makouké: Olam encourage les activités génératrices de revenus



Photo de famille après la formation sur la culture du champignon à Makouké.

Paterne N'DOUNDA Makouké/Gabon

EPUIS son implantation dans le district de Makouké (Moyen-Ogooué), la société Olam Palm, dans le cadre de sa responsabilité sociétale d'entreprises (RSE), via son département "Développement durable" managé par Igor Sylvano Boussougou, a mis en

place un plan d'investissement social, dans lequel la création des activités génératrices de revenus (AGR) est largement prise en

C'est dans ce sens qu'Olam vient d'organiser, à Makouké, une formation sur la culture du champignon. Animé par Dahïrou Mve, président de la coopération Biotechfarm, le séminaire atelier qui s'est tenu en présence

du sous-préfet, Claude Moundounga, a été l'occasion d'inculquer aux participants, près d'une dizaine, les rudiments à même de les aider à réaliser une bonne culture des champignons. Par cette formation, la politique sociale d'Olam est de faire en sorte que les riverains intéressés soient des "indépendants financiers" en étant propriétaires d'une AGR. "C'est vrai que certains riverains cultivent déjà périodiquement le champignon à base de déchets de régimes de palmiers; mais Olam veut les amener à pérenniser l'activité en toute saison", a précisé Igor Boussougou.

Des attestations et des kits ont été remis aux 9 participants formés. Lesquels, au sortir de leur formation, entendent mettre en pratique l'expertise acquise, tout en sollicitant l'accompagnement d'Olam dans le montage des projets viables et durables à long